



OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

Revue d'analyses

**LANCEMENT DES PRIMAIRES AMÉRICAINES :
L'OMBRE DE LA FRAUDE ÉLECTORALE PLANE
SUR LES ÉLECTIONS DE NOVEMBRE**

Damien Tschantré / Journaliste

Janvier 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Damien Tschantré / Journaliste

Damien Tschantré réalise pour l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis, ainsi que l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique, des revues d'analyses thématiques d'articles récents de chercheurs et d'experts dans le monde. En 2022, il a collaboré avec le Centre français de recherche sur l'Irak pour effectuer ce même type d'exercice. Il est diplômé d'un Master 2 dans le domaine de la médiation des sciences et des savoirs au Conservatoire national des arts et métiers en 2023. Il a aussi été diplômé de l'École supérieure de journalisme de Paris en 2019.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'événements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

The Academy of Political Science fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Le 16 janvier dernier, le Parti républicain a lancé les primaires américaines avec le traditionnel premier caucus de l'Iowa. Conformément aux prédictions des sondages, Donald Trump a remporté une victoire écrasante. Il était en tête dans 98 des 99 comtés, obtenant ainsi la moitié des délégués de l'État avec 51 % des voix, reléguant Ron Desantis (21 %) et Nikki Haley (19 %) loin derrière. Face à ses maigres 8 % de votes, Vivek Ramaswamy a rapidement abandonné la course.

L'Iowa marque le début du processus électoral des primaires, représentant 40 délégués sur les 2 365 à élire d'ici juin dans 58 États et territoires des États-Unis. Avec les 104 supers délégués désignés automatiquement à l'intérieur du parti, le total des délégués de la primaire républicaine s'élève à 2 469. Ainsi, pour remporter l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle du 5 novembre, il faut obtenir au moins 1 235 délégués.

Selon **Maggie Haberman, Jonathan Swan et Shane Goldmacher du *New York Times***¹, Donald Trump a cherché à éliminer le plus rapidement possible ses deux concurrents principaux, visant ainsi à mettre fin à la primaire avant le *Super Tuesday* du 5 mars. Après l'Iowa, Donald Trump a continué de mener une campagne agressive, particulièrement contre Nikki Haley, en vue de consolider sa victoire annoncée dans le New Hampshire le 23 janvier et surtout de remporter la primaire en Caroline du Sud prévue le 23 février, un État autrefois dominé par Haley. Si Donald Trump gagne cet État, comme les sondages semblent l'annoncer, l'affaire devrait être pliée à son avantage.

Donald Trump souhaiterait donc verrouiller sa nomination avant le 5 mars. L'abandon dans la course à la présidence de Ron Desantis annoncé le 21 janvier est venu conforter ses attentes et sa nouvelle et large victoire face à Nikki Haley dans le New Hampshire le 23 janvier fait dire aux observateurs qu'il semble quasiment sûr d'emporter l'investiture du parti Républicain. Mais Nikki Haley affirme toujours avoir la volonté de continuer à mener campagne. « Cette course est loin d'être terminée » a-t-elle lancé lors d'une intervention devant ses soutiens à Concord.

La campagne actuelle de Donald Trump semble ne pas susciter le même enthousiasme que celle de 2016, d'après l'observation de **Fred Bauer du conservateur Manhattan Institute for Policy Research**. Les premières étapes de cette élection laissent entrevoir une dynamique différente pour 2024, qui pourrait se présenter davantage comme une primaire de ratification en faveur de Donald Trump. Une partie cruciale de l'électorat conservateur semble le soutenir.

¹ Maggie Haberman, Jonathan Swan et Shane Goldmacher, « Eyeing Super Tuesday, Trump Is Eager to Dispatch Rivals Sooner Than Later », *The New York Times*, 18 janvier 2024. <https://www.nytimes.com/2024/01/18/us/politics/trump-haley-super-tuesday.html>

Cependant, en 2022, Ron DeSantis semblait être en mesure de rivaliser avec lui, profitant du mécontentement de l'électorat envers les performances décevantes des candidats républicains aux élections de mi-mandat.

Tout a basculé au printemps 2023, lorsque la justice a annoncé toute une série d'inculpations contre l'ancien président. Pour Fred Bauer, ces inculpations, en partie liées aux événements qui ont suivi l'élection présidentielle de 2020, ont modifié la trajectoire de la primaire en ralliant une grande partie de l'électorat républicain conservateur autour de Donald Trump. De plus, la stratégie de Nikki Haley, visant à attirer les « républicains et indépendants centristes anti-Trump », semble insuffisante pour rivaliser avec le milliardaire newyorkais.

CALENDRIER ÉLECTORAL ET CALENDRIER JUDICIAIRE

La compétition au sein de la primaire républicaine a débuté dans un contexte politique et judiciaire sans précédent aux États-Unis. **Gary Dagorn et Jean-Philippe Le Fief du journal *Le Monde***² soulignent que deux des poursuites intentées contre Donald Trump « portent sur des accusations de conspiration contre les États-Unis, liées à ses efforts continus et documentés visant à renverser le résultat de l'élection présidentielle de 2020. Sept des affaires le concernant devraient aboutir à des procès et à d'éventuelles condamnations cette année, alors même que M. Trump sera engagé dans la bataille de la primaire républicaine ». Ainsi, le calendrier électoral de Donald Trump s'entremêle avec son calendrier judiciaire.

Pourtant, les poursuites, même les plus sérieuses, n'ont pas d'incidence négative sur la popularité de l'ancien président auprès de l'électorat républicain, bien au contraire. Donald Trump les exploite et s'en sert comme des tribunes de campagne, mobilisant son camp en dénonçant les démocrates, « l'establishment », et « l'État profond » qu'il accuse de mener une « chasse aux sorcières » à travers de fausses accusations.

Néanmoins, il se pourrait, toujours selon les deux journalistes du *Monde*, que Donald Trump redoute particulièrement la date du 4 mars, veille du *Super Tuesday*. C'est le jour où débute son procès criminel. Procès au cours duquel il se retrouvera sur le banc des accusés pour avoir tenté d'inverser le résultat de l'élection présidentielle de 2020 en incitant ses partisans à envahir le Capitole le 6 janvier 2021. Ne chercherait-il pas à consolider sa candidature avant

² Gary Dagorn et Jean-Philippe Lefief, « Le calendrier de la présidentielle américaine 2024 : les grandes dates des élections et des procès de Donald Trump », *Le Monde*, 22 janvier 2024. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/01/22/le-calendrier-de-la-presidentielle-americaine-2024-les-grandes-dates-des-elections-et-des-proces-de-donald-trump_6210916_3211.html

cette échéance pour éviter d'éventuelles répercussions négatives au sein de la primaire républicaine pendant le *Super Tuesday* ? À moins que l'ancien président ne perçoive avant tout cette audience comme une nouvelle opportunité de dénoncer la « chasse aux sorcières » et de mobiliser son camp. C'est vers cette seconde option que semblent pencher, au contraire de Gary Dagorn et Jean-Philippe Le Fief, la plupart des observateurs internationaux.

UNE PRIMAIRE DÉMOCRATE SANS ENJEUX

Du côté des démocrates, leur première primaire, celle du New Hampshire, qui s'est déroulée le 23 janvier, a pris des allures de faux départ. Le président américain, grand favori de cette élection, était curieusement absent des bulletins de vote en raison de désaccords sur le calendrier électoral, Joe Biden ayant souhaité que la primaire démocrate débute directement en Caroline du Sud le 3 février.

Même si les électeurs du New Hampshire avaient la possibilité d'inscrire le nom de Joe Biden sur leur bulletin, seuls ses concurrents au niveau national, tels que l'autrice Marianne Williamson et le député du Minnesota Dean Phillips, étaient officiellement en lice pour la primaire dans cet État. Cependant, cela n'a pas empêché Joe Biden de dominer largement les résultats sans même mener de campagne active.

Ainsi, la primaire démocrate semble se présenter comme une formalité pour le président sortant.

LA DÉMOCRATIE MENACÉE ?

Au seuil de l'année 2024, et au-delà du contexte des primaires, de nombreux experts électoraux expriment leur préoccupation quant aux menaces qui planent sur le système démocratique américain. Ces inquiétudes s'articulent autour de la prolifération des fausses informations et des possibles, si ce n'est probables, tentatives de manipulation des résultats des élections prévues en novembre.

Déjà, au cours du printemps 2023, **Lawrence Norden et Derek Tisler du Center for Justice de la faculté de droit de l'Université de New York**³ se questionnaient sur la meilleure façon de protéger la démocratie américaine face à ces risques. Ils soulignaient que « bien que la lutte

³ Lawrence Norden et Derek Tisler, « How to Protect American Democracy », *Foreign Affairs*, 29 mars 2023. <https://www.foreignaffairs.com/united-states/democracy-how-protect-american-election>

contre les *fakes news* proférées en période électorale puisse sembler une tâche ardue, les Américains ont acquis une expérience considérable ces dernières années, et il existe des stratégies de communication ainsi que des mesures législatives capables de réduire les effets de la désinformation ».

Face aux « négationnistes électoraux » qui exploitent constamment les mêmes récits, Norden et Tisler recommandent aux États, aux responsables électoraux et aux organisations civiques de former les électeurs à ces discours et de les orienter vers des sources fiables. Ils citent en exemple la page « Election Security Rumor vs. Reality » sur le site web de la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency⁴ comme un outil exemplaire. Sur le plan légal, ils encouragent le législateur à prendre des mesures pour interdire les fausses informations relatives aux lieux, dates et procédures électorales susceptibles de perturber le droit de vote des citoyens. Des actions déjà adoptées par certains États tels que le Kansas, le Minnesota et la Virginie.

Pour contrer les tentatives d'intimidation ou d'obstruction visant les responsables et les fonctionnaires chargés des élections, les experts du Center for Justice recommandent instamment au gouvernement fédéral et aux États d'agir immédiatement en mettant en place des mesures et des ressources pour les protéger avant, pendant et après le vote. Enfin, ils préconisent un renforcement du contrôle et du suivi des processus électoraux afin d'éviter tout détournement ou instrumentalisation de ceux-ci par des responsables ou des fonctionnaires.

Dans un rapport publié début janvier par le **Center for American Progress**, **Rebeccas Mears et Greta Bedekovics**⁵ présentent une série de recommandations visant à « protéger la démocratie américaine ». Pour résoudre les problèmes systémiques auxquels font face les élections, le rapport préconise de lutter contre les discriminations au vote et de favoriser une représentation plus équitable des citoyens. En ce qui concerne spécifiquement les défis des élections de 2024, Mears et Bedekovics appellent à une communication plus transparente des procédures électorales et de leurs évolutions. Elles insistent également sur la nécessité de mieux protéger les fonctionnaires électoraux dans l'exercice de leurs missions, de renforcer les processus de certification électorale en traitant les bulletins postaux avant le vote, et d'améliorer la sécurité des « machines à voter ».

En ce qui concerne la désinformation, elles recommandent principalement de lutter contre les contenus concernant les élections générés par l'intelligence artificielle (IA). Des propositions

⁴ Cybersecurity and Infrastructure Security Agency, « Election Security Rumor vs. Reality », 2023. <https://www.cisa.gov/topics/election-security/rumor-vs-reality>

⁵ Rebeccas Mears et Greta Bedekovic, « 8 Ways To Protect American Democracy », Center for American Progress, 4 janvier 2024. <https://www.americanprogress.org/article/8-ways-to-protect-american-democracy/>

spécifiques sur les enjeux liés à l'IA ont été récemment avancées dans un article publié par le magazine *Foreign Affairs* et intitulé « Artificial Intelligence's Threat to Democracy »⁶, où **Jen Easterly et Cait Conley de la CISA**⁷, ainsi que **Scott Schwab, secrétaire d'État du Kansas**, soulignent entre autres la nécessité de soutenir les responsables électoraux, tant au niveau fédéral que local, face à la pression intense qu'ils ont subi depuis les élections de 2020 et les allégations infondées de fraude électorale qui ont suivi.

En dernier lieu, **Dana LaFon, professeure en psychologie et membre de la National Security Agency**, affirme que les citoyens américains ont la possibilité de se prémunir par eux-mêmes des tentatives de désinformation et de manipulation⁸. En examinant des cas présumés de manipulation de l'information provenant de la Chine lors des élections de 2020 et 2022, elle propose un processus en trois étapes appelé BID pour renforcer « l'immunité d'influence » des citoyens. La première étape consiste à prendre conscience de l'existence des campagnes d'influence et de leur objectif de susciter des réponses émotionnelles instinctives. La deuxième étape vise à identifier et à décrypter ces campagnes, tandis que la troisième encourage à élaborer des arguments logiques pour contrer leur efficacité. Bien qu'elle reconnaisse que cette méthode ne peut éliminer toutes les manipulations, Dana LaFon estime qu'elle représente une mesure modeste mais cruciale que chaque Américain peut adopter pour garantir autant que possible sa liberté de vote face à toute influence extérieure.

⁶ Jen Easterly et Cait Conley, « Artificial Intelligence's Threat to Democracy », *Foreign Affairs*, 3 janvier 2024. <https://www.foreignaffairs.com/united-states/artificial-intelligences-threat-democracy>

⁷ Cybersecurity and Infrastructure Security Agency des États-Unis

⁸ Dana LaFon, « Building Influence Immunity Can Strengthen the Integrity of U.S. Elections », Council on Foreign Relations, 10 janvier 2024. <https://www.cfr.org/blog/building-influence-immunity-can-strengthen-integrity-us-elections>

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.